* REPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993

4ème CIRCONSCRIPTION DE SEINE-ET-MARNE

ALAIN PEYREFITTE

CANDIDAT D'UNION

DE L'OPPOSITION

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Votre vote va contribuer à remettre la France debout, ou au contraire à accentuer son accablement.

Jamais, depuis la fin de la Guerre, notre pays ne s'était trouvé dans une situation aussi dangereuse.

Une crise économique : les dépôts de bilan s'accumulent, les créations d'entreprises sont en panne, l'industrie subit une récession, le commerce régresse, l'agriculture est menacée.

Une crise sociale: 5 millions de chômeurs, avoués ou déguisés; les "nouveaux pauvres" et les "sans abri" qui se multiplient; l'avenir de la Sécurité Sociale et des Retraites incertain; la délinquance en forte croissance.

Une crise morale : la corruption se répand ; la loi d'amnistie, les manœuvres pour éviter la Haute Cour, font bénéficier de l'impunité les coupables les plus haut placés ; le

fonctionnement de la Justice scandalise beaucoup de citoyens, à commencer par des magistrats.

Une crise d'identité: à force d'immigration incontrôlée et d'effacement des frontières, les Français en viennent à se demander si la France existera encore dans vingt ans.

Ceux qui portent la responsabilité de ce désastre nous disent qu'ils n'y peuvent rien, que c'est la fatalité. C'est faux ! Un changement complet de politique redresserait la situation. Seul, le choc de la confiance dissipera le désarroi. Un programme énergique de privatisations nous soulagera du boulet que nous traînons depuis 1982 avec les nationalisations à outrance ; il permettra aussi d'alléger les impôts et les charges, en faveur de l'artisanat, de l'agriculture, des PME-PMI, et de relancer les travaux d'intérêt général, notamment la construction du logement social.

L'UNION POUR LA FRANCE (RPR et UDF) est seule à avoir, actuellement, la capacité d'assurer le redressement du pays. A condition qu'elle dispose d'une majorité massive, en face d'un Président en embuscade. Si la volonté populaire s'éparpille entre les multiples candidats et se perd dans le flou, M. Mitterrand continuera à mener le jeu.

Chaque voix va compter. Le 21 mars, ne gâchez pas la vôtre! **Manifestez votre volonté** d'en finir avec le socialisme! Votre choix est essentiel **pour la France**, afin d'éviter que le Parti Socialiste, qui a mis systématiquement la main sur tous les rouages de l'Etat, ne continue à détenir, avec ses complices, la réalité du pouvoir et n'aggrave encore le marasme. Votre choix est essentiel aussi **pour notre circonscription**, afin d'y faire reculer le chômage, l'immigration, l'insécurité.

Dès dimanche, wter utile! Laur la France, pour notre terroir de Brie, pour nos enfants! Ensemble, nous réussirons l'après - toualime! Leurelite

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Quelques vérités à ne pas oublier

Les "acquis sociaux" de M. Mitterrand se résument ainsi : 3 millions de chômeurs officiellement reconnus ; mais en fait, plus de 5 millions d'exclus du travail. Il avait promis de créer 1 million d'emplois dès 1981. En réalité, le nombre des chômeurs a triplé et avoisine maintenant 20 % de la population active, alors que l'Allemagne occidentale est à moins de 5 % et la Suisse à 2 %. Nous faisons beaucoup moins bien que nos voisins, tandis que, dans les années 60 et 70, nous faisions beaucoup mieux qu'eux.

150.000 à 200.000 immigrés entrent clandestinement chaque année. La délinquance et l'insécurité s'accroissent. L'agriculture a été sacrifiée. Les jeunes sont anxieux de leur avenir. Tel est le bilan catastrophique de douze ans de socialisme.

Ce que nous ferons

- Nous aiderons les créations d'emploi en faisant repartir la machine économique et notamment en allégeant les charges fiscales et sociales des PME-PMI.
- Nous remettrons à l'honneur l'apprentissage (dès 14 ans pour ceux que l'école rebute) et développerons l'enseignement en alternance.
- Nous sauvegarderons l'agriculture en revenant sur la nouvelle PAC et sur les accords du GATT.
- Nous arrêterons l'arrivée de nouveaux immigrés et nous expulserons les clandestins et les délinquants. Nous favoriserons, par une politique incitative qui a fait ses preuves de 1978 à 1981, le retour au pays de ceux qui sont installés chez nous.
- Nous appliquerons avec vigueur les lois sécuritaires, telle la loi "Sécurité et Liberté".
 Nous lutterons contre la violence dans les banlieues, dans les lycées et collèges.
 Nous défendrons la société contre les délinquants et non les délinquants contre la société.
- Nous établirons le salaire maternel et favoriserons le travail à temps partiel, notamment pour les femmes qui le désirent.

Dans notre circonscription, nous poursuivrons le désenclavement routier et ferroviaire. Nous y favoriserons l'implantation d'activités nouvelles et la protection des entreprises menacées. Nous y veillerons à l'efficacité des mesures d'accompagnement de la PAC (bio-énergie, éthanol, etc.). Nous y améliorerons les conditions d'hébergement et de soins des personnes âgées. Nous continuerons à y privilégier notre environnement et la qualité de notre vie. Nous y rénoverons notre patrimoine touristique.

Suppléante : Anne-Marie SCHAFFNER

Premier-Adjoint de Fontenay-Trésigny Conseiller général de Rozay-en-Brie Conseiller régional d'Ile-de-France

Les formations du RPR et de l'UDF, les quatre Sénateurs de Seine-et-Marne, les 32 Conseillers Généraux de la Majorité départementale (dont tous ceux de la circonscription), la presque totalité des Maires des 151 communes (toutes tendances confondues, à l'exception évidemment des socialistes et des communistes) soutiennent notre candidature, et nous les en remercions.

